

D 789 BRÉSIL: CONFLITS DE LA TERRE
ET SPÉCULATION FONCIÈRE

Au moment où viennent d'être lourdement condamnés les Pères Aristide Camio (15 ans de prison), François Gouriou (10 ans), le paysan Matias (9 ans) et les douze autres paysans de São Geraldo do Araguaia (8 ans) (cf. DIAL D 762), et au moment où les conflits de la terre sont de plus en plus sanglants (cf. DIAL D 787), le texte ci-dessous prend un relief étonnant.

La Commission pastorale de la terre du Maranhão vient en effet de publier des extraits d'un document confidentiel intitulé "La lettre internationale de Danielle Hunebelle", dont le siège est en France. Il s'agit d'un bulletin à circulation réservée destiné aux milieux d'affaires et financiers. Le n° 98, du 1er novembre 1981, de cette "Lettre" est consacré au Brésil et brosse un tableau de l'économie brésilienne.

Nous avons retenu, du texte publié par la Commission pastorale de la terre, le chapitre consacré à la spéculation foncière. Le lecteur pourra s'attarder sur la partie finale.

— Note DIAL —

AGRICULTURE ET SPÉCULATION FONCIÈRE

On peut dire que le Brésil a fait son développement à l'envers. Il a commencé par développer une base industrielle sophistiquée qui a fait du pays une véritable puissance, mais qui a laissé décliner l'agriculture. Chacun admet que potentiellement le Brésil a tout pour devenir le grenier du monde, à l'égal des Etats-Unis. Or, en 1981, sur 45% de terres arables, moins de 6% sont cultivées... De vastes territoires dans le centre-ouest (l'équivalent du Middle-West des Etats-Unis) - Mato Grosso do Sul, Mato Grosso et Goiás - sans oublier les régions de Rondonia, d'Acre et de l'Amazonie, restent vierges... En conséquence, l'agriculture fournit moins de 15% du PNB.

Quant aux investissements étrangers - aux alentours de US \$ 17,5 milliards - l'agriculture et les industries alimentaires n'ont eu droit qu'à US \$ 873 millions, à peine 5% du total. Et la part de l'agriculture dans les exportations est tombée de 60% en 1976 à 47% l'année dernière. Le Brésil doit importer de l'ordre de US \$ 1 milliard de blé et de fèves (alimentation de base du paysan), ainsi que du maïs et du riz.

Le gouvernement va maintenant donner la priorité à l'agriculture et cela, pour deux raisons:

1- la réduction des importations d'alimentation et l'exportation des excédents permettront d'améliorer rapidement la balance des paiements. (L'effet combiné doit en principe apporter US \$ 2 milliards à la balance commerciale sur quatre ans, sans qu'il soit nécessaire d'importer de l'équipement);

2- le gouvernement ne voit pas d'autre solution pour fixer à la terre les débris d'humanité qui, par millions, envahissent chaque année les favelas et les périphéries urbaines...

D'une certaine manière, il y a conflit entre les deux objectifs. Le moyen le plus sûr pour créer de grands excédents alimentaires est de mécaniser sur une grande échelle - ce qui ne fixera pas beaucoup de gens à la campagne. Le gouvernement pense alors à divers modèles de développement.

Le programme établi vise trois types d'opérations:

- a) l'irrigation des terres basses (Programme Provárzeas). 18 à 20 millions d'hectares sont concernés, pour parvenir à environ 1 million d'hectares irrigués d'ici à 1985;
- b) l'amélioration des sols dans les "cerrados" (savanes arides), dans le centre du pays;
- c) l'exploitation des zones vierges dans le Mato Grosso, dans les Etats de Goiás, Rondônia, Acre, et dans le Nord, y compris la région de Carajás.

C'est surtout dans les zones de cette dernière catégorie que le gouvernement désire attirer les capitaux étrangers.

Différents types de stimulants appropriés (comme l'impôt payé sous forme d'investissement) seront pratiqués partout, tant dans les terres vierges que dans les zones défavorisées du nord-est ou dans les secteurs prioritaires, y compris la forêt. En tirant avantage de ces stimulants, une société comme Cargill (Etats-Unis), qui produit au Brésil du soja et du jus d'orange congelé, a investi dans un projet de reboisement par eucalyptus, dans le Minas Gerais, pour l'industrie de pâte à papier et de papier.

La spéculation sur les terres explique en partie l'empressement des compagnies à investir dans l'agriculture. Les prix de la terre, qui ont accompagné la création de routes et d'infrastructures, sont montés en trois ans de US \$ 10 à US \$ 300 l'hectare. Ce qui n'est pas excessif, si nous les comparons aux tarifs en vigueur dans les anciennes régions agricoles, Rio Grande do Sul et Paraná, où la terre vaut US \$ 4.000 l'hectare, et même aux prix du Sud du Mato Grosso où l'hectare, dont le prix a triplé en trois ans, dépasse US \$ 1.000.

Mais la spéculation foncière n'est pas un business pour novices. il faut avoir un appui juridique pour franchir les nombreux obstacles légaux. Tout se joue autour de la notion de "titre de propriété". Un titre de 30 ans a beaucoup plus de valeur qu'un titre de 10 ans, qui peut être entaché de nullité (surtout si les squatters (1) peuvent acquérir des titres). Certains spéculateurs avisés préfèrent acheter de la terre "occupée", qu'ils paieront, dans les Etats d'Acre et de Rondônia, quelque US \$ 10 l'hectare au lieu de US \$ 100 dans un terrain libre. A l'autre extrémité, les investisseurs distingués utilisent des avocats plus spécialisés pour acquérir des terres. Mais le grand truc, utilisé par certaines multinationales comme par de petits groupes privés, est le suivant: vous achetez pour une bouchée de pain la terre "squatterisée", puis vous dépêchez, comme dans l'Ouest américain du 19e siècle, des bandits armés qui chassent (ou massacrent...) les occupants. Du coup voilà votre terre valorisée à 100%, voire 1.000%... Je connais tel groupe italien qui, grâce à un procédé de ce genre, a en quelques semaines multiplié par dix la valeur d'un domaine de 10.000 hectares. Il est inu-

(1) L'expression désigne évidemment les "posseiros" ou "possesseurs": petits paysans légalement propriétaires de leur terre mais sans titre écrit (NdT).

tile d'ajouter qu'à ce jeu-là, les investisseurs ne se font pas que des amis: la xénophobie augmente, tandis que l'Eglise se met systématiquement du côté des squatters. Je sais que Shell, par exemple, a décidé d'éviter tout investissement foncier en Amazonie par suite de la réprobation ambiante. Mais d'autres grandes compagnies, malmenées par la récession industrielle, se dédommagent en faisant de la spéculation foncière. Le président de la Banque centrale m'a dit que le gouvernement pensait à bloquer le transfert des bénéfices retirés de ces opérations financières douteuses. Je vous conseille de vous concentrer sur l'agrobusiness pur et simple (où les profits sont plus que confortables) et de laisser vos terres se valoriser tranquillement.

(Traduit du brésilien par DIAL)

Abonnement annuel: France 240 F - Etranger 285 F - Avion 350 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441